

Comme je l'ai dit, je n'ai pas l'intention de m'étendre outre mesure sur le discours du trône. Qu'il me suffise de dire qu'il me déçoit, moi, sur nombre de sujets. Pour commencer, j'aimerais faire quelques observations. Tout d'abord, monsieur l'Orateur, je suis heureux de constater la présence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene). Je voudrais rendre hommage non seulement à nos scientifiques mais aussi en particulier au capitaine et à l'équipage du navire Hudson qui viennent juste de terminer un voyage autour des Amériques. Je suis redevable personnellement au ministre d'avoir eu le privilège d'assister d'un quai d'Amérique du Sud avec un ou deux autres Canadiens, à l'arrivée du navire dans le brouillard. Je ne pouvais m'empêcher d'être très fier d'être Canadien et, au cours de cette journée et des suivantes, de tirer orgueil du travail que les scientifiques ont accompli avec tant de succès à bord du navire. J'ai été frappé du respect remarquable, sincère et profond des scientifiques du ministère membres de l'expédition et de ceux des milieux scientifiques d'Amérique du Sud, à l'égard de l'habileté et du dévouement du capitaine et de l'équipage. Je félicite le ministre d'une telle entreprise. J'attends avec impatience la suite de l'évaluation, au cours des mois et des années à venir, des renseignements recueillis au cours de ce voyage particulier.

Les sombres problèmes qui affligent le Canada sont bien précis dans l'esprit des personnes des différents secteurs du pays qui en souffrent particulièrement. Je parle en termes généraux. Je doute que parmi les personnes actives dans les divers secteurs de la vie économique et nationale, il y en ait une seule qui ne soit pas consciente de la gravité des problèmes. Comme moi-même et des milliers d'autres Canadiens, elles doivent être très déçues de ce que le gouvernement n'ait pas semblé reconnaître l'ampleur de ces problèmes et ne leur ait accordé aucune priorité.

Permettez-moi de dire quelques mots de la défense nationale. S'il y a un secteur gouvernemental qui a été négligé depuis nombre d'années, c'est celui de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes. Je veux aborder brièvement ce que j'estime une nécessité urgente, en partie à la suite des événements des deux dernières semaines, mais surtout à cause de ce qui s'est passé depuis trois ans. Je veux parler de l'urgente nécessité de desserrer les cordons de la bourse en ce qui a trait à la défense. Le but dans lequel je lance cet appel est non seulement apparent, mais évident. Je n'ai qu'à signaler l'étude en cours au sujet de nos quatre nouveaux destroyers-escorteurs, les DDH 280. Si nous ne voulons pas réduire notre puissance, il importe qu'on accorde à la défense un budget plus généreux en vue d'un programme de rééquipement général et du maintien de la puissance des Forces armées canadiennes au niveau qu'exigent les engagements et les obligations que nous avons contractés en tant que nation. De temps à autre, nous tenons compte, en paroles, de ces engagements. Je ne peux m'empêcher de me demander, monsieur l'Orateur, comment, avec notre équipement actuel, les Forces armées du Canada pourront accomplir les nouvelles tâches que nous leur avons confiées, notamment le maintien de notre souveraineté dans le Nord et la mise en application de mesures législatives ayant trait à la pollution, présentées ces derniers jours par le ministre des Transports (M.

[M. Forrester.]

Jamieson), ainsi que d'autres mesures relatives à la pollution des eaux de l'Arctique. Il y a pire: apparemment, rien n'est tenté pour mettre au point et construire l'équipement requis pour assurer l'exécution tout au moins des lois et des règlements actuellement en vigueur au Canada. Je m'empresse d'ajouter que ce sont des mesures sages; cependant, elles ne seront efficaces que si nous pouvons en assurer l'application. Nous devons, si nous le pouvons,—pendant l'année financière courante, à mon avis,—libérer et accroître notre budget de défense, et cela dans une mesure substantielle, si nous ne voulons pas perdre la confiance de nos associés, de nos voisins du Sud et de nos alliés de l'OTAN. Nous devons remplacer l'Argus. Cependant, je crois que nous serons forcés de l'utiliser beaucoup plus longtemps que le gouvernement n'est apparemment disposé à l'admettre en ce moment. Il ne faudrait pas que la disparition de l'Argus, qui assume d'une part la tâche bien connue qu'on lui confie actuellement et qui assume d'autre part un rôle de surveillance accrue dans le Nord, retarde ou arrête le moindre la mise en œuvre d'un programme pour remplacer cet appareil par d'autres comme le Nimrod ou l'Orion. Certains experts prétendent que ces avions sont les meilleurs pour ce genre de travail. A mon avis, si nous donnons à nos forces armées des armes modernes il y a tout lieu de supposer que, grâce à ce matériel, le Canada possédera dans 10 ou 12 ans les meilleurs avions patrouilleurs maritimes au monde. Nous devons, comme je viens de le dire, diminuer les restrictions quant au budget de la Défense nationale afin de maintenir un programme d'équipement sûr et équilibré de même qu'une force capable de satisfaire aux engagements extérieurs et intérieurs que nous avons déjà contractés et que nous remplirons, je l'espère. Si nous n'agissons pas de cette façon dès maintenant, nos amis et alliés de l'extérieur ne pourront donner qu'un sens à notre conduite, que nous nous retirons davantage dans l'isolement par rapport à l'Europe et par rapport à la défense continentale.

• (3.00 p.m.)

J'ai un autre sujet favori qu'à mon avis nous ferions bien d'examiner sérieusement, à moins qu'il y ait un arrangement quelconque à cet égard dans le rapport du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, rapport se recommandant de l'étude effectuée par le sous-comité de la défense maritime. Je tiens à signaler que le temps est maintenant propice pour le Canada de songer aux possibilités de s'armer de sous-marins. Le comité a recommandé que pour le moment nous n'achetions pas de sous-marins nucléaires uniquement en raison de ce qu'ils nous coûteraient. Tout indique qu'il nous est possible de nous pourvoir de cette arme sans nous engager dans les sommes énormes que représente la construction de nouveaux engins. Je dis catégoriquement que le vrai sous-marin, le sous-marin à propulsion nucléaire, demeure le seul engin qui puisse naviguer toute l'année durant dans nos mers septentrionales.

Pour bien des raisons, le Canada devrait avoir ces engins, par exemple, à des fins commerciales et scientifiques et pour tenir notre ministère de la Défense nationale et les autres secteurs du gouvernement au courant de ce qui se passe dans le Nord canadien. La plus importante de ces raisons, c'est que c'est le seul appareil qui puisse servir toute l'année.